



05/2021

Living Labs et tiers-lieux : révélateurs d'une redéfinition du développement territorial ?

Living Labs and third places: revealing a redefinition of territorial development?

Par

Juan-Luis Klein

Professeur titulaire au Département de géographie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et membre du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).

Et

Bernard Pecqueur

Professeur émérite de l'Institut de géographie alpine (IGA) à l'Université Grenoble Alpes et chercheur au laboratoire Politiques publiques, Action politique, Territoires (PACTE).



Les contenus de la revue ISSM sont mis à disposition selon les termes de la licence *Creative Commons* Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification (CC BY-NC-ND).

Résumé

Dans ce texte, nous proposons une réflexion sur les expérimentations qui prennent place dans les espaces locaux et qui allient des changements sociaux, culturels, et techniques. Nous insisterons sur les notions de living lab et tiers-lieu. Nous soutenons que les approches basées sur ces notions favorisent un nouveau rapport de la collectivité au territoire, un rapport inscrit dans des trajectoires menant à une transition sociétale et écologique. Ainsi vus, les territoires apparaissent comme des scènes d'innovation socio-territoriale où la valeur d'usage prévaut sur la valeur d'échange. Selon notre hypothèse, dans la mesure où le territoire est un milieu de vie pour les citoyens, l'accroissement de sa valeur d'usage correspond à son amélioration et à sa protection en tant que milieu de vie, incluant les dimensions économiques, sociales, culturelles et environnementales.

Mots-clés : développement territorial; transition; living Lab; tiers-lieu; innovation socio-territoriale; milieu de vie; valeur d'usage

Abstract

In this article, we discuss some experiments which take place in local spaces and which combine social, cultural and technical levels. We focus on the concepts of living lab and third place. We assert that those approaches based on these notions promote new relations between the community and the space embedded in societal and ecological transitions. According to this perspective, territories, considered as socially constructed places, appear as scenes of space-based social innovations where use-value prevails over exchange-value. According to such a hypothesis, considering that territory is above all a living environment for citizens, the increase in its use-value corresponds to its improvement and its protection as a living milieu, including its economic, social, cultural and environmental dimensions.

Keywords: Territorial development; Transition; Living Lab; Third Place; Social innovation, Living environment, Use-value

Introduction

Ce texte cherche à explorer de nouvelles modalités de développement territorial en prenant appui sur les approches qui président à des initiatives orientées en même temps vers l'innovation et vers la mobilisation de ressources ancrées localement. Nous observons plus attentivement deux approches, celle des living labs et celle des tiers-lieux. L'objectif du texte est de proposer une réflexion sur la possibilité que les expérimentations qui prennent place dans les espaces locaux et qui allient des changements sociaux, culturels, et techniques constituent un ferment pour de nouveaux modèles d'action en développement territorial. Cette réflexion répond à la constatation de l'inefficacité des modèles traditionnellement appliqués pour le développement des territoires, lesquels ne s'adaptent pas aux défis que pose le contexte des transitions sociotechniques en cours dans les sociétés dites développées et qui affectent les modes de vie des populations de la planète. Dans une première partie, nous rappellerons les principales dimensions des stratégies de développement des territoires en lien avec le concept même de développement. Ces stratégies s'inscrivent d'abord dans le cadre de la vision keynésienne de la croissance et évoluent ensuite vers le développement local comme résultat de la remise en question de cette vision. Dans une deuxième partie, nous verrons comment cette stratégie de développement local rejoint les aspirations de certaines collectivités au moment de la crise de l'économie fordiste, mais ne s'avère pas une solution applicable à toutes les régions défavorisées : elle renforçait des régions dont les actifs permettaient déjà la croissance grâce au développement des innovations et atténuaient en partie les problèmes des régions les plus défavorisées, mais sans en éliminer les causes. Dans une troisième partie, nous aborderons les nouveaux modèles d'action en développement des territoires axés sur l'innovation socio-territoriale. Nous insisterons sur les notions de living lab et tiers-lieu. Nous soutiendrons que les approches basées sur ces notions favorisent un nouveau rapport de la collectivité au territoire, un rapport inscrit dans des trajectoires menant à une transition sociétale et écologique. Dans la quatrième partie, nous reviendrons sur le thème de la transition.

1) Le développement territorial et la crise du développement

Rappelons que l'éveil au développement des territoires a été consubstantiel à celui sur le développement tout court. La mise au jour dans l'après-guerre des inégalités au niveau international et de l'existence d'espaces habités par des populations ne disposant pas des moyens pour subvenir à leurs besoins essentiels a généré une préoccupation politique et théorique pour les inégalités sociales et économiques au niveau infranational. C'est ainsi que,

dans les années 1960, sous l'inspiration keynésienne, se mettent en œuvre des approches et politiques de développement régional axées sur la redistribution et le rattrapage des niveaux de croissance des régions considérées comme développées. L'objectif de ces politiques était d'amener les populations des régions considérées comme défavorisées à rejoindre les standards de revenu et de consommation des régions plus riches dans leur pays (Friedmann et Alonso, 1964; Lajugie, Delfaud et Lacour, 1979).

Dès la fin des années 1970, les remises en question du keynésianisme et l'adoption de politiques néolibérales dans la plupart des pays ont amené les gouvernements à modifier leurs politiques publiques, y compris celles concernant le développement régional, et à se désengager, du moins partiellement, de la responsabilité de diminuer les différences entre les régions les plus riches et les plus pauvres (Harvey, 2001). Il faut dire que ces politiques étaient en même temps dénoncées par les acteurs locaux comme étant inefficaces et trop centralisatrices (Stöhr et Fraser Taylor, 1981). C'est ainsi qu'émergent, dans les années 1980, des approches inspirées par des perspectives plus ascendantes, telles le développement autocentré, le développement par le bas, le développement autonome, l'auto-développement, toutes des variantes de ce qui a été désigné comme le développement local (Pecqueur, 1989). Cette perspective mobilise des acteurs aussi bien dans le tiers-monde que dans les pays dits développés (Arocena, 2001). Dans ces derniers, cette nouvelle approche inspire des revendications chez les acteurs autant dans les quartiers urbains affectés par des mutations dans leurs tissus industriels, provoquées par le redéploiement industriel au niveau international, que dans les régions rurales affectées par des tendances au déclin démographique et économique (Chancel, 2020).

Sur un plan davantage économique, le développement local prend plusieurs variantes. Les stratégies orientées vers la croissance locale en termes de création d'entreprises et d'emplois ciblent essentiellement la mise en œuvre de systèmes productifs ancrés localement mettant en œuvre des collaborations variées entre entreprises, acteurs intermédiaires et universités (Aydalot, 1986; Maillat, 1995; Perrin, 1991). Un aspect important dans cette approche a été celui de l'innovation. La plupart des conceptualisations des systèmes productifs locaux, notamment l'école dite des milieux innovateurs (Maillat, Quévit, Senn, 1993), ont insisté sur le dynamisme économique engendré par la collaboration entre les producteurs de connaissances, essentiellement les centres de recherche et les universités, et les entreprises locales pouvant valoriser ces connaissances. Cette collaboration était conçue comme un moyen de favoriser l'innovation, notamment l'innovation technologique, et de la valoriser localement afin de

rendre les territoires plus compétitifs à un moment où, dans les pays industrialisés, dominait la délocalisation des entreprises et des investissements.

Une deuxième variante prend appui sur l'économie sociale, laquelle est vue comme un moyen d'activer le capital social des acteurs et citoyens dans des espaces délaissés par le capital privé (Amin, 2007). Les acteurs de l'économie sociale (organismes sans but lucratif, diverses formules coopératives) inscrits dans la société civile mettent en œuvre des actions collectives socio-territoriales porteuses d'innovations sociales afin d'assurer un développement à la fois économique et social (Laville, 2007; Bouchard, 2011).

Ces deux variantes du développement local ont émergé en réponse aux problèmes générés par la crise de l'économie fordiste, notamment pour répondre aux pressions globalisantes qui amenaient les capitaux à délocaliser leurs entreprises vers des régions du monde plus rentables à cause du faible coût de leur main-d'œuvre et de leur souplesse sur le plan réglementaire. Leur interaction s'inscrit dans une conception du développement où production et société s'imbriquent et peuvent être la base de systèmes configurés par la proximité organisée et l'attachement au territoire local (Lévesque, 2008). L'effet institutionnel et organisationnel de ces systèmes territoriaux incite en effet à la mise en place de coopérations locales, permettant de prendre en charge collectivement un ensemble de problèmes productifs individuels et d'assurer ainsi une gouvernance locale (Arocena 2001; Laville 2007; Moulaert et Nussbaumer, 2008, Klein, 2008).

2) Deux variantes qui s'hybrident

Des recherches nombreuses ont montré cependant que, lorsqu'elles sont appliquées d'une façon séparée, ces deux variantes du développement local sont socialement limitées. En premier lieu, sur le plan strictement économique, il a été montré que l'augmentation de la compétitivité régionale génère par le fait même des gagnants (Benko et Lipietz, 1992), mais aussi des perdants (Coté, Klein et Proulx, 1995). En deuxième lieu, toujours sur le même plan, le maintien de la compétitivité exige des innovations ciblant l'intensification de la productivité, ce qui limite l'augmentation des emplois dans les activités à haute valeur ajoutée, et ce dans une période où l'enjeu principal concerne la création d'emplois.

Par ailleurs, en ce qui concerne le soutien au territoire apporté par l'économie sociale, il a été montré que, dans plusieurs cas, le capital social mobilisé pour lancer des initiatives locales cède la place au capital privé, notamment le capital immobilier, lorsque les espaces redeviennent rentables, ce qui génère diverses variantes de gentrification. De plus, bien que l'économie sociale génère une activité qui peut être intense et socialement intéressante, les

revenus ainsi que la protection de ses travailleurs demeurent précaires, ce qui affecte la pérennité des processus ainsi initiés (Aminet *al.*, 2002).

Par contre, la convergence de ces deux approches peut donner lieu à des territoires au développement hybride où l'économie sociale, le capital privé et les instances publiques des divers niveaux collaborent et assurent un dynamisme économique et social. Ce modèle hybride de développement a été la base, entre autres, de la régénération du « modèle québécois » dans les années 1980 et 1990 (Klein, Fontan, Harrisson et Lévesque, 2014) et de plusieurs expérimentations locales et régionales en Europe (MacCallum, Moulaert, Hillier et VicariHaddock, 2009). Or, le dynamisme qu'il a pu engendrer, quoi qu'intense dans certains milieux, n'arrive pas à soutenir un modèle plus global capable d'endiguer les grands problèmes qui persistent et qui se sont intensifiés pendant les deux premières décennies du XXI^e siècle. Nous sommes en présence de fractures sociales et territoriales qui ne trouvent pas réponse dans les modèles existants, ni en termes de revenus, de services, d'habitat ou de pouvoir (Gibson-Graham *al.*, 2019). Ces fractures se traduisent par de fortes inégalités territoriales à l'échelle des villes et des régions où les hauts revenus et les services de qualité se concentrent dans certains espaces alors que d'autres en sont dépourvus (Carrel, Cary et Wachsberger, 2013; Veltz, 2017).

Il est de plus en plus évident que les différentes déclinaisons de l'approche du développement local répondaient aux problèmes initiés par la crise de la société industrielle, voire du fordisme, des années 1980, laquelle se manifestait par la délocalisation d'activités productives et d'emplois et par la fragilisation socio-économique conséquente des milieux locaux urbains et ruraux. Cependant, depuis le tournant du siècle, une crise d'un tout autre ordre a pris forme. Évidemment, on parle de la crise que l'économie spéculative a vécue en 2008, dont les aspects les plus graves sont devenus des éléments structurels des sociétés dites développées, tels la dualisation du marché du travail, la nouvelle pauvreté, l'incapacité des systèmes économiques de favoriser l'équité sociale. Ces éléments ont d'ailleurs été mis en évidence par la crise sanitaire liée à la COVID-19 qui affecte la société à l'échelle de la planète depuis 2020.

Si la bonne tenue des indicateurs de performance économique avant la crise provoquée par la COVID-19, tels la croissance du PIB ou le déclin des taux de chômage, semblait pointer vers une embellie générale, elle occultait cependant un climat délétère qui règne dans la plupart des sociétés occidentales qui n'arrivent plus à retrouver les niveaux de cohésion sociale et de bien-être d'autrefois (Piketty, 2013). La mobilité sociale nécessaire pour assurer ce niveau de

cohésion sociale était diminuée dans la plupart des pays où les activités économiques performantes, avec des emplois bien rémunérés et protégés par des normes et par des syndicats, cohabitaient avec des activités précaires où les emplois pour la plupart précaires et mal rémunérés étaient occupés par des travailleurs socialement défavorisés, souvent des immigrants ou des personnes racialisées, ou encore par des personnes faiblement scolarisées prisonnières du cercle vicieux de la défavorisation induit par la pauvreté et l'exclusion.

En Occident, nous sommes donc en présence d'une crise de type civilisationnel, avec des conséquences sociétales majeures, qui risquent d'être accentuées par les formes que prennent les stratégies de reprise de la croissance dans la société de l'après COVID-19, largement associées à ladite 4^e révolution industrielle et à ladite intelligence artificielle. Cette crise présente une forte dimension environnementale dont la principale manifestation est le réchauffement climatique avec ses conséquences en ce qui concerne diverses catastrophes naturelles, lesquelles ont des effets sociaux majeurs.

La réponse à la crise civilisationnelle dont nous parlons passe, au moins partiellement, par des modèles territoriaux qui véhiculent un nouveau rapport, d'une part, entre les collectivités et, d'autre part, entre les collectivités et leur territoire, ce qui exige une révision conceptuelle concernant le développement des territoires. Ainsi on ne parle plus de développement « local », qui évoque surtout des caractéristiques d'échelle, pour lui préférer la notion de développement « territorial » (Torre, 2015) qui renvoie non pas au territoire préétabli de type politico-administratif, ou territoire « donné », mais à un construit social par les acteurs où s'imposent de nouveaux rapports entre les acteurs socio-économiques, les citoyens et les institutions et l'environnement.

Dans ce contexte, les approches dirigées essentiellement vers la compétitivité territoriale et la création d'entreprises et d'emplois, qui ne tiennent pas compte de l'équité sociale et de la « durabilité » écologique, doivent être revues en ce qui concerne les types de ressources que l'on cherche à mettre en valeur, le type de valeur à privilégier ainsi que l'échelle des actions mises en œuvre pour y parvenir. Nous avons besoin de modèles de développement des territoires en syntonie avec les transitions écologique et sociétale qu'exige la crise civilisationnelle en cours.

3) L'innovation in situ

Comme nous l'avons dit, cet article a pour objectif d'identifier des modalités d'action qui procurent aux acteurs locaux des capacités leur permettant de s'inscrire dans ces transitions, mais dans une perspective favorisant le bien commun des collectivités par des formes

innovantes de mise en valeur du territoire où la valeur d'usage prime sur la valeur d'échange, ce qui met au centre des actions la qualité de vie des citoyens. Dans cette perspective, l'usage essentiel d'un territoire réside dans le fait qu'on y vit, que des communautés l'habitent. L'importance de l'usage du territoire dans l'élaboration des modèles alternatifs de développement territorial nous a amenés à explorer l'approche des living lab et des tiers-lieux et les diverses formes d'expérimentation *in situ*, c'est-à-dire menées là où les problèmes ont lieu et par les acteurs directement affectés par ces problèmes, où les usagers ont une place prioritaire. Il s'agit de types d'expérimentation qui convergent sur certains aspects (Scaillerez et Tremblay, 2017), mais qui se différencient en ce qui concerne leur finalité. En effet, le living lab est toujours axé sur l'expérimentation innovatrice en matière de production ou de desserte de biens ou de services, mais plusieurs expériences de living lab n'ont pas un ancrage territorial clair. En revanche, le tiers-lieu, comme son appellation l'indique, est toujours territorialement ancré (Tremblay et Krauss, 2019), mais il n'est pas toujours orienté vers l'innovation.

3.1 La formule living lab

Rappelons que l'expression représente une démarche d'intervention centrée sur l'utilisateur (Bergvall-Kåreborn et Stahlbrost, 2009). Selon la synthèse proposée par Lafontaine (2020), la source de l'approche des living labs se trouve dans les recherches menées dans les années 1990 au *Media Lab* du *Massachusetts Institute of Technology* (M.I.T.). Ces recherches visaient à mettre les nouvelles technologies d'information au profit de la constitution de nouveaux lieux ou espaces « intelligents ». L'approche s'est ensuite développée en Europe grâce au *Programme européen de soutien à l'innovation par les living labs* lancé en 2006. Ce programme a conduit à la création du réseau européen de living labs (*European Network of Living Labs* : ENoLL). Depuis, ce réseau est devenu une organisation qui tient des réunions annuelles sous forme d'écoles d'été et qui accorde une homologation à certaines expériences, ce qui implique une forme d'institutionnalisation de ce modèle d'intervention auquel les gouvernements, les organismes de recherche, ainsi que les instances locales de développement sont très attentifs.

Bien que peu orientée, au départ, vers le développement des territoires (Lafontaine, 2017), la vision des living labs s'est diversifiée et s'est progressivement rapprochée de la perspective du développement territorial (CEFRIIO, 2013; Klein et Pecqueur, 2020). Plusieurs expériences prennent place dans des territoires délimités justement par l'usage, puisque centrées sur les usagers, dans une perspective qui rejoint certains principes établis par Ostrom (2008, p. 18) pour la gestion commune des ressources. L'approche des living labs n'a donc pas été pensée

pour développer des territoires. Or, avec le temps, les acteurs concernés par le développement des territoires y ont vu une modalité d'action intéressante (Janin et Pecqueur, 2020; Rochman *et al.*, 2017), car elle est susceptible de favoriser la cohésion sociale, la constitution de réseaux d'acteurs multiples et à diverses échelles (locale et supra-locale), ainsi que diverses formes d'action partenariale (Klein et Pecqueur, 2017; 2020).

Un living lab peut être défini comme un laboratoire d'**innovation ouverte** où sont expérimentés de nouveaux dispositifs de collaboration entre la technologie et les acteurs socioéconomiques afin de trouver des solutions à des problèmes vécus par ces citoyens. Ce qui caractérise ces nouveaux dispositifs est la primauté de l'utilisateur dans la définition des actions. Lama et Origin (2006, p.6) décrivent le living lab comme « *a user-centric research methodology for sensing, prototyping, validating and refining complex solutions in multiple and evolving real life contexts* ». **Individuellement ou collectivement, les living labs permettent aux usagers d'imaginer, de développer et de créer des services ou des outils innovants** qui répondent à leurs besoins ou aspirations (Bergvall-Kåreborn et Stahlbrost, 2009).

Issus historiquement de modes d'association des usagers à la définition et à la mise au point de solutions inspirées des technologies d'information et de communication, les living labs se sont progressivement complexifiés. Apprentissage collectif, constitution de réseaux d'acteurs multiples, formes diverses d'action partenariale, permettent de co-construire l'innovation à partir de problèmes pouvant être transversaux et non plus simplement de solutions technologiques. Partir des demandes des usagers et des aspirations des citoyens constitue un principe plus favorable à l'innovation que partir des solutions. Ce principe inspire des modalités d'organisation des acteurs et des processus collaboratifs qui favorisent la créativité.

3.2. La formule : tiers-lieux

L'approche des tiers-lieux a un développement parallèle à celui des living labs. Le terme a été proposé par le sociologue et urbaniste étasunien Ray Oldenburg en 1989 pour désigner des espaces qui ne correspondent ni au lieu de travail ni à la résidence et favorisent l'innovation et la socialisation (Oldenburg, 1999 [1989]). Pensés au départ pour les milieux urbains (Besson, 2017a), depuis quelques années, on voit se multiplier des expériences s'en rapprochant en milieu rural. Notamment la thématique s'élargit à d'autres domaines comme le loisir (Yuen et Johnson, 2017) ou la santé (Alidoust, Bosman et Holden, 2019). Le phénomène des tiers-lieux se décline d'abord en espaces qui favorisent les échanges d'expertise et l'apprentissage collectif, sous les formes de « coworking » ou de « FabLab ». Sous l'impulsion de la pandémie à partir de 2020, le tiers-lieu ouvre une option face au télétravail à domicile et au travail en présentiel dans

l'entreprise, favorisant ainsi un nouvel équilibre entre les fonctions de travailler et d'habiter. Ce virage présente aussi une dimension territoriale par laquelle de nombreux urbains redécouvrent les bénéfices de l'habitat en milieu rural. Ainsi, le tiers-lieu participe à la reconquête économique et aux efforts de restructuration des milieux ruraux en stimulant l'entrepreneuriat et la socialisation.

Le tiers-lieu peut devenir le lieu stratégique de détermination et de révélation des ressources potentielles du territoire à valoriser dans un projet de développement. Ces ressources peuvent se combiner dans une « offre de site » favorisant la localisation d'activités productives et l'économie résidentielle (Davezies, 2008). Le tiers-lieu répond donc à un enjeu d'aménagement et s'inscrit dans le déploiement de la population urbaine vers les campagnes.

Tout comme les living labs, les tiers-lieux peuvent aussi être considérés comme des laboratoires d'innovation ouverte en même temps qu'ils favorisent les expérimentations et les apprentissages technologiques. Inventer de nouvelles modalités territoriales qui s'inscrivent dans une restructuration des rapports de la collectivité au territoire, dans la mise en œuvre de nouveaux rapports entre les différents acteurs socio-économiques et dans de nouveaux moyens de socialisation citoyenne sont autant de possibilités liées à l'innovation sociale territorialement ancrée. Beaucoup d'autres enjeux territoriaux pourraient encore être déclinés comme la collaboration entre les institutions publiques, les entreprises, les associations et les collectivités territoriales pour l'insertion sociale, notamment en milieu rural peu dense. L'idée-force est la reconquête des territoires et la place de l'usager, dont le citoyen. Les living labs et les tiers-lieux ne résoudront pas tous les problèmes, mais peuvent refédérer les populations autour de leurs collectivités locales pour inventer des projets de vivre ensemble, tout en redéfinissant les liens avec la collectivité aux échelles nationale et internationale.

La notion de tiers-lieu, revisitée depuis les premiers travaux de Oldenburg, reste encore à préciser, car elle recouvre de nombreuses réalités assez variables d'une expérience à l'autre. Si l'ancrage territorial est clair, les liens avec les formes collaboratives de type productif, notamment avec le monde entrepreneurial, sont à préciser (Suire, 2015; Besson, 2017b). Comme le dit joliment Burret (2016, p.13) : « Si le concept de tiers-lieu s'impose, c'est justement parce qu'il ne dit rien que ce que l'on veut y mettre ». Les créateurs de tels espaces collaboratifs en sont encore à expérimenter. La nécessité de bien comprendre le lien entre la densification de la vie sociale et les relations économiques est à relever afin d'en faire une voie vers une dynamisation économique d'ensemble.

3.3 L'innovation en temps et en lieux réels

Bien que les modalités living lab et tiers-lieu ne procèdent pas d'une filière commune, il existe quelques référents conceptuels partagés auxquels nous pouvons les associer. Un de ces référents, celui qui nous intéresse dans ce texte, est celui de l'innovation socio-territoriale. Dans une perspective territoriale (Torre, 2015), les innovations sociales souhaitées correspondent à des agencements d'acteurs susceptibles de transformer les modalités organisationnelles et institutionnelles régnant dans les territoires dans le but de mettre en œuvre de nouveaux modèles d'action, voire de nouvelles voies de développement. L'innovation socio-territoriale est affirmée comme un principe qui, en rendant les organisations sociales et productives perméables aux dynamiques des milieux où elles évoluent, permet le partage des capacités créatrices de la collectivité et favorise une plus grande participation citoyenne (Fontan, Klein et Tremblay, 2005; Klein, 2014).

Le living lab et le tiers-lieu constituent des variantes d'une idée simple, celle de l'expérimentation sociale en temps réel et dans des lieux réels. Elles s'inscrivent dans une perspective territoriale de la notion d'innovation. Longtemps traitée comme un paramètre complémentaire ou marginal des systèmes territoriaux, l'innovation s'est progressivement imposée comme un élément structurant fondamental, provoquant des dynamiques ascendantes ou de déclin des territoires. La production de travaux portant plus spécifiquement sur la part du social dans le processus d'innovation sort des sentiers tracés par les travaux des économistes évolutionnistes et par les auteurs qui s'en inspirent, faisant état de l'émergence d'une approche sociale de l'innovation. Pour cette approche, il s'agit moins d'expliquer les liens entre l'innovation et la croissance économique que de comprendre les processus d'innovation porteurs de changement dans la relation des sociétés aux territoires.

Le terme « social » accolé au concept trouve sa singularité dans la promotion de valeurs qui imbriquent l'économie dans la société. L'innovation sociale correspond donc à de nouvelles expériences (formelles ou informelles) à caractère social à partir desquelles il est possible de penser la transformation de la société (Fontan, Klein et Tremblay, 2004). Dans ce contexte, l'action socialement innovante apporte une réponse à des besoins et à des aspirations formulées par des acteurs sociaux, y compris par des citoyens. L'action socialement innovante relève donc du domaine de la stratégie puisqu'elle agit sur le système d'action d'une organisation ou d'une communauté ainsi que sur les relations que celles-ci entretiennent avec leur environnement. Dans cette perspective, le processus d'innovation est initié dans des formes inédites de configuration d'acteurs et entraîne à sa suite l'augmentation de la capacité d'agir des citoyens

et des usagers. La portée de l'innovation peut varier. Elle peut être radicale, c'est-à-dire qu'elle produit une rupture avec l'existant, ou incrémentale, c'est-à-dire qu'elle modifie des façons de faire. Une innovation incrémentale peut prolonger des trajectoires innovatrices amorcées par une innovation radicale.

4) Renouveau démocratique et transition

Dans cet article, nous nous sommes intéressés aux reconfigurations sociétales qui, d'une certaine façon, constituent des dérives d'une idée fondamentale : l'innovation ancrée dans le milieu réel et en interaction avec celui-ci. Les questions sous-jacentes, dans une perspective d'innovation sociale, sont dans quelle mesure les stratégies socialement innovantes expérimentées dans ces lieux permettent-elles de concevoir des stratégies intégratives à des échelles plus larges, régionale, nationale, voire internationale, et dans quelle mesure ces nouvelles pratiques favorisent-elles des modèles d'action en développement territorial plus respectueux de l'intégrité de la nature et de l'équité sociale.

L'expérimentation liée à des lieux prend différentes formes, lesquelles donnent à voir des espaces où des acteurs expérimentent et recherchent en mode réel des réponses à des problèmes ou à des aspirations dans une perspective innovatrice. Ces expériences se présentent comme des actions socialement innovantes ancrées localement et c'est dans cette mesure qu'il est important de dégager leur contribution à une approche plus large. Mettent-elles en scène de nouvelles configurations d'acteurs, de nouvelles façons de faire qui pourraient se diffuser largement et devenir de nouvelles normes en termes de développement territorial ?

Étudier une action innovante consiste à étudier les trajectoires ouvertes par des expérimentations réalisées par des acteurs sociaux. En se diffusant et étant adoptées et adaptées par d'autres acteurs, dans d'autres milieux, ces expérimentations entrent en tension avec des façons de faire, apparaissant jusque-là comme légitimes, et instituent de nouvelles modalités d'action (Klein, 2014). L'innovation sociale qui en résulte entraîne donc à sa suite l'augmentation de la capacité d'agir des citoyens et des usagers lorsque ces derniers développent par leur action de nouvelles capacités collectives. C'est dans la nature même de l'innovation ouverte ou collective que de contribuer à la démocratisation de l'innovation.

Faire l'analyse de l'innovation ouverte est d'autant plus nécessaire que la diffusion et l'utilisation des nouvelles générations d'innovations associées à l'intelligence artificielle, au Big Data et à la 4^e révolution industrielle placent l'ensemble des territoires de la planète dans un contexte de tensions et d'inégalités économiques, technologiques et sociales accrues (Veltz, 2017). Non seulement les modalités de développement structurées à travers les différentes

formes organisationnelles et les trajectoires institutionnelles d'évolution des sociétés, sous l'effet du mode de production capitaliste, sont remises en cause, mais le sont aussi ses modalités de gouvernance et plusieurs de ses institutions. Face à cela, les formes traditionnelles de développement des territoires, centrées sur la compétitivité et l'inscription dans la concurrence globale ou sur la protection des acquis et la mobilisation des ressources locales, sont décidément insuffisantes.

De nouveaux lieux de travail et des dispositifs d'expérimentation se multiplient, souvent relayés ou soutenus par la diffusion des outils numériques qui facilitent les pratiques collaboratives. Les secteurs, marchands ou non marchands, gouvernementaux ou non, touchés par ce mouvement sont multiples. Dans cette perspective, les usagers sont cruciaux. Les usagers ancrés dans des lieux (régions, villes, quartiers, bâtiments) contribuent à la mise en œuvre d'une conception du développement orientée vers l'amélioration de leur milieu de vie, présageant ainsi de nouveaux modèles d'action en développement territorial. Il s'agit d'une tendance forte.

Conclusion

La rédaction de ce texte nous a amenés à observer l'innovation socio-territoriale en termes expérientiels, c'est-à-dire des expériences d'innovation en temps et lieux réels où convergent, dans des doses différentes et dépendamment des domaines d'action, l'innovation technologique et l'innovation sociale. Ainsi vus, les territoires apparaissent comme des scènes d'innovation collective.

Comme nous le montrons, la formule living lab a fait des petits. Issues historiquement de formules permettant la participation des usagers à la définition et à la mise au point de solutions inspirées des technologies d'information et de communication, les expériences de laboratoire vivant se sont progressivement complexifiées et multipliées évoluant vers des modalités inscrites dans une trajectoire à travers laquelle la place centrale accordée aux usagers individuels se mute en des démarches composites où les acteurs sociaux et les citoyens tendent à assumer un rôle chaque fois plus important. Apprentissage collectif, constitution de réseaux d'acteurs multiples, formes diverses d'action partenariale permettent de co-construire l'innovation à partir d'approches transversales et non plus simplement à partir de solutions technologiques.

Par ailleurs, le tiers-lieu procède d'une rupture avec les aménagements traditionnels de l'espace du travail et de l'espace de vie familiale (Oldenburg, 2013). La crise sanitaire a amené l'espace du travail à se superposer à l'espace de l'intime en un même lieu, le domicile. La crise

climatique et la décarbonisation nécessaire de l'activité de déplacement viennent ajouter une variable complexe supplémentaire en termes de mobilité. Face à ces évolutions, la problématique de Oldenburg autour de la notion de tiers-lieux trouve une nouvelle pertinence. La notion de tiers-lieux tient du dialogue des acteurs, de la recomposition de nouveaux espaces d'intelligence collective et de la révélation des ressources spécifiques des territoires (Colletis et Pecqueur, 2018).

Ces deux formes de reconfiguration territoriale donnent à voir des modalités d'organisation et des processus collaboratifs qui favorisent la créativité, qui interpellent la recherche et qui modifient les méthodes de compréhension des enjeux locaux et globaux. Elles contiennent les germes d'un modèle de développement territorial en accord avec les principaux défis posés par la crise civilisationnelle en cours. Mais elles peuvent tout aussi bien contribuer à celle-ci en favorisant l'individualisme et l'effritement des territoires. Une des caractéristiques de cette crise concerne la déterritorialisation des différentes formes de mise en valeur des ressources qui tend à se faire à travers des filières et réseaux intégrés à l'échelle globale, au profit des intérêts qui dominent la scène globale et aux dépens des collectivités locales, voire des citoyens et leurs milieux de vie et de travail.

Autant les living labs que les tiers-lieux s'appuient sur des configurations d'acteurs issus des milieux de la recherche, du secteur privé (entreprises), du secteur public (instances nationales, régionales et locales) et de la société civile (associations, acteurs communautaires) orientées vers l'expérimentation de solutions à des problèmes concrets. Nous pouvons croire qu'elles favorisent l'implication citoyenne. Les parties prenantes sont amenées à produire des connaissances et à les mobiliser pour l'élaboration de solutions concrètes, améliorant ainsi leur capacité à transformer les facteurs qui créent les problèmes et à rendre leurs communautés plus résilientes, ce qui, nous croyons, constitue un aspect crucial du développement territorial. Elles poursuivent la mise en œuvre d'innovations co-construites et l'apprentissage collectif.

Il est ainsi possible de poser l'hypothèse selon laquelle plus l'identité et le sentiment d'appartenance au territoire constituent des facteurs déterminants dans la configuration d'acteurs prenant part à l'innovation, plus la construction et la mise en œuvre de celle-ci, ainsi que le partage des effets et résultats de son application, auront un effet sur la capacité d'agir des acteurs et sur leur capacité à induire des modèles de développement plus équitables et écologiques à partir de la base.

Ainsi, notre vision du développement territorial, qui prend appui sur la capacité collective des acteurs locaux, ne le réduit pas au local. Elle embrasse le territoire de façon large, incluant

ses différentes échelles. Nous voyons le développement territorial lié à la structuration et à la mise en œuvre d'un modèle social plus équitable et démocratique que celui qui domine actuellement dans nos collectivités. C'est la raison de notre insistance sur l'expérimentation *in situ*, en temps et lieux réels, afin de révéler de nouvelles formes de collaboration entre acteurs centrées sur la réflexivité et le milieu de vie, lequel est, ne l'oublions pas, à la fois local et planétaire. Il en découle de penser à des modalités d'action où s'articulent des innovations incrémentales portées par des initiatives d'échelle locale, telles la transition énergétique, l'économie circulaire ou la sécurité alimentaire, et des innovations radicales soutenues par des actions à portée sociétale aux niveaux juridique, social et économique qui façonnent un ordre social plus juste et une nouvelle relation de l'humanité à la nature (Fontan et Klein, 2020).

Dans cette perspective, nous postulons que le développement territorial devrait produire de la valeur pour l'ensemble des parties prenantes au sein des expériences territoriales et devrait contribuer au développement de l'ensemble de la société, à toutes les échelles (locale, régionale, nationale, globale). Ceci nous amène à poser l'hypothèse que la valeur à produire doit être surtout une « valeur d'usage », laquelle doit avoir prééminence sur la « valeur d'échange » qui inscrit les territoires dans des processus de concurrence sans égard au bien-être collectif. Dans la mesure où le territoire est un milieu de vie pour les citoyens, l'accroissement de sa valeur d'usage correspond à son amélioration et à sa protection en tant que milieu de vie, incluant les dimensions économiques, sociales, culturelles et environnementales qui le façonnent, conformément aux aspirations citoyennes. Voilà la leçon qui doit être retenue.

Références bibliographiques

- Alidoust, Sara, Bosman, Caryl, and Holden, Gordon (2019). Planning for healthy ageing: How the use of third places contributes to the social health of older populations, *Ageing & Society*, vol.39, n° 7, pp. 1459-1484.
- Amin, Ash, Angus, Cameron & Ray, Hudson (2002) *Placing the Social Economy*, Londres, Routledge.
- Amin, Ash (2007). Le soutien au local au Royaume-Uni : entre le recul politique et l'engagement solidaire, dans J.-L. Klein et D. Harrisson (sous la direction de), *L'innovation sociale*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp 273-298.
- Arocena, José (2001). *El desarrollo local: un desafío contemporáneo*, Montevideo, Taurus.
- Aydalot, Philippe (sous la direction de) (1986). *Milieus innovateurs en Europe*, Paris, Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs (GREMI).
- Benko, Georges et Alain, Lipietz (sous la direction de) (1992). *Les Régions qui gagnent. Districts et réseaux: les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Bergvall-Kåreborn, Birgitta et Anna, Stahlbrost (2009). Living Lab : an Open and Citizen-Centric Approach for Innovation, *International Journal of Innovation and Regional Development*, vol. 1, n° 4, pp. 356-370.
- Besson, Raphaël (2017a). Rôle et limites des tiers-lieux dans la fabrique des villes contemporaines, *Territoire en mouvement, Revue de géographie et aménagement* [En ligne], n° 34.
- Besson, Raphaël (2017b). La régénération des territoires ruraux par les Tiers Lieux. Le cas des Tiers Lieux Creusois, *Urbanews*, 18 septembre, <<https://www.urbanews.fr/2017/09/18/52487-la-regeneration-des-territoires-ruraux-par-les-tiers-lieux-le-cas-des-tiers-lieux-creusois/>>
- Bouchard, Marie (sous la direction de) (2011). *L'économie sociale, vecteur d'innovation : l'expérience du Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Burret, A. (2016). *Tiers-lieux... Et plus si affinités*, Paris, FYP éditions.
- Carrel, Marion, Cary, Paul, Wachsberger, Jean Michel (sous la direction de) (2013). *Ségrégations et fragmentations dans les métropoles*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- CEFRIO (2013). *Des laboratoires vivants pour des territoires innovants*, Synthèse des travaux, mai, <https://cefrio.qc.ca/media/1334/laboratoires_vivants_territoires-innovants.pdf>.
- Chancel, Lucas (2020). *Unsustainable Inequalities*, Cambridge, Harvard University Press.
- Colletis, Gabriel, & Pecqueur, Bernard (2018). Révélation des ressources spécifiques territoriales et inégalités de développement, *Revue d'Économie Régionale Urbaine*, n°s 5-6,, pp. 993-1011.
- Côté, Serge, Klein, Juan-Luis et Marc-Urbain, Proulx (sous la direction de) (1995). *Et les régions qui perdent?*, Rimouski, GRIDEQ.
- Davezies, Laurent (2008). *La République et ses territoires : la circulation invisible des richesses*, Paris, Coédition Seuil-La République des idées.

- Fontan, Jean-Marc, Klein, Juan-Luis et Diane-Gabrielle, Tremblay (2004). Innovation et société : pour élargir l'analyse des effets territoriaux de l'innovation, *Géographie, Économie, Société*, vol. 6, n° 2, pp. 115-128.
- Fontan, Jean-Marc, Klein, Juan-Luis et Diane-Gabrielle, Tremblay (2005). *Innovation socioterritoriale et reconversion économique : le cas de Montréal*, Paris, L'Harmattan.
- Fontan, Jean-Marc, et Klein, Juan-Luis (2020). L'Éveil, Manifeste pour un horizon émancipateur et un nouvel ordre civilisationnel, *ACFAS Magazine*, 22 septembre 2020, <<https://www.acfas.ca/publications/magazine/2020/09/manifeste-changement-global>>, consulté le 10 janvier 2022.
- Friedmann, John, et William, Alonso (1964 [1963]). *Regional Development and Planning. A Reader*, Cambridge, MIT Press.
- Gibson-Graham J. K, Cameron, Jenny, Healy, Stephen et Joanne, McNeill (2019). Roepke Lecture in Economic Geography—Economic Geography, Manufacturing, and Ethical Action in the Anthropocene, *Economic Geography*, vol. 95, n° 1, pp. 1–21.
- Harvey, David (2001) *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies ordinaires.
- Janin, Claude et Bernard, Pecqueur (2020). *Les Living Labs comme démarche collaborative*, dans J.-L. Klein B. et Pecqueur (sous la direction de), *Les Living Labs, une perspective territoriale*, Paris, L'Harmattan.
- Klein, Juan-Luis (2008). Territoire et régulation, *Cahiers de recherche sociologique*, n° 45, pp. 41-58.
- Klein, Juan-Luis (2014). Innovation sociale et développement territorial, dans J.-L. Klein, J.-L. Laville. et F. Moulaert (sous la direction de), *L'innovation sociale*, Toulouse, ÉRÈS, pp. 115-139.
- Klein, Juan-Luis, Fontan, Jean-Marc, Denis, Harrisson et B. Lévesque (2014). L'innovation sociale au Québec : un système d'innovation fondé sur la concertation, dans J.-L. Klein, J.-L. Laville et F. Moulaert (sous la direction de), *L'innovation sociale*, Toulouse, ERES, p. 193-246.
- Klein, Juan-Luis et Bernard, Pecqueur (sous la direction de) (2020). *Les Living Labs. Une perspective territoriale*, Paris, L'Harmattan.
- Klein, Juan-Luis et Bernard, Pecqueur (2017). Living Labs, innovation sociale et territoire, *Revue canadienne des sciences régionales/Canadian Journal of Regional Science*, vol. 40, n° 1, p. 1-5.
- Lafontaine, Danielle (2020). Living Laboratory, Living Lab. Origines, généalogie, multiplication : une analyse exploratoire (1991-2017), dans J.-L. Klein, et B. Pecqueur (sous la direction de), *Les Living Labs. Une perspective territoriale*, Paris, L'Harmattan, pp. 39-73.
- Lafontaine, Danielle (2017). Aspects et effets territoriaux du Living Lab : une expérience hors métropole au Québec, *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 40, n° 1, p. 23-31.
- Lajugie, Joseph, Delfaud, Pierre & Lacour, Claude (1979). *Espace régional et aménagement du territoire*, Paris, Précis Dalloz.
- Lama, N. et A Origin, (2006). Innovation ECOSYSTEMS: Services engineering & living labs. A dream to drive innovations: [www. Atosorigin.Com](http://www.Atosorigin.Com) (Consulté le 31 août 2011)

- Laville, Jean-Louis (2007). Éléments pour l'analyse du changement social démocratique, dans J.-L. Klein et D. Harrisson (sous la direction de), *L'innovation sociale*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 89-120.
- Lévesque, Benoît (2008). Contribution de la nouvelle sociologie économique à l'analyse des territoires sous l'angle de l'économie plurielle, dans G. Massicotte (sous la direction de), *Sciences du territoire*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 205-232.
- MacCallum, Diana, Frank, Moulaert, Jean, Hillier and Serena, Vicari Haddock (2009). *Social Innovation and Territorial Development*, Farnham, Ashgate.
- Maillat, Denis (1995). Les milieux innovateurs, *Sciences Humaines*, Hors Série n° 8, février-mars, p. 18.
- Maillat, Denis, Michel Quevit et Lanfranco Senn (1993). *Réseaux d'innovation et milieux innovateurs : un pari pour le développement régional*, Neuchâtel, EDES.
- Moulaert, Frank et Jacques, Nussbaumer (2008). *La logique sociale du développement territorial*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Oldenburg, Ray (1999[1989]). *The great good place: Cafes, coffee shops, bookstores, bars, hair salons, and other hangouts at the heart of a community*, New York, Marlowe.
- Oldenburg, Ray (2013). The café as a third place, dans A. Tjoraet et G. Scambler (sous la direction de), *Café society*, Palgrave Macmillan, New York, pp. 7-21.
- Ostrom, Elinor (2008). The Challenge of Common-Pool Ressources, *Environment*, vol. 50, n° 4, p. 8-21.
- Pecqueur, Bernard (1989). *Le développement local*, Paris, Syros.
- Perrin, Jean-Claude (1991). Réseaux d'innovation-milieux innovateurs-développement territorial, *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 3-4, pp. 343-374.
- Piketty, Thomas (2013). *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil.
- Rochman, Juliette, Klein, Juan-Luis, Mélanie, Doyon, Jean-Marc, Fontan, Simon, Dugré et Sandrine, Ducruc (2017). Les living labs : un atout pour la gouvernance des territoires ?, *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 40, n° 2, pp. 141-148.
- Scaillerez, Arnaud et Diane-Gabrielle, Tremblay (2017). « Coworking, fablabs et living labs, État des connaissances sur les tiers-lieux », *Territoire en mouvement, Revue de géographie et aménagement*, vol. 34, pp. 1-17.
- Stöhr, Walter et David Ruxton, Fraser Taylor (sous la direction de) (1981). *Development from Above or Below? The Dialectics of Regional Planning in Developing Countries*, Chichester, John Wiley.
- Suire, Raphaël (2015). *La performance des lieux de co-crédation de connaissances : le cas des FabLab*, Caen, Université de Caen, Centre de Recherche en Économie et Management.
- Torre, Andre (2015). Théorie du développement territorial, *Géographie, Économie, Société*, vol. 17, n° 3, pp. 273-288.
- Tremblay, Diane-Gabrielle et Gerhard, Krauss (2019). *Tiers-lieux : Travailler et entreprendre sur les territoires: espaces de co-working, fablabs, hack labs...*, Rennes-Québec, Presses Universitaires de Rennes/ Presses de l'Université du Québec.
- Veltz, Pierre (2017). *La Société hyper-industrielle*, Paris, Seuil.
- Yuen, Felice & Johnson, Amanda J. (2017). Leisure spaces, community, and third places, *Leisure Sciences*, vol. 39, n° 3, pp. 295-303.